SUR LE TERRAIN AVEC LES GILETS JAUNES

Approche interdisciplinaire du mouvement en France et en Belgique

sous la direction de
Sophie Béroud, Anne Dufresne, Corinne Gobin & Marc Zune

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

Presses universitaires de Lyon

INTRODUCTION

Sophie Béroud, Anne Dufresne, Corinne Gobin
& Marc Zune

Faut-il parler du mouvement des Gilets jaunes (GJ) ou plutôt des mobilisations diversifiées à la fois dans l'espace et dans le temps d'individus et de collectifs s'identifiant d'une façon ou d'une autre au gilet jaune érigé en symbole ? La question revêt encore plus de sens quand on étend l'analyse au-delà des frontières du territoire français pour rendre compte de ce qui s'est également passé dans un pays voisin, la Belgique. Dans la Région de Bruxelles-Capitale et en Wallonie, les premiers rassemblements ont démarré, comme en France, en novembre 2018, ils y ont pris des formes multiples et, quatre ans plus tard, des groupes continuent à se dire GJ, à occuper régulièrement des ronds-points et à manifester. Alors que les travaux scientifiques, déjà nombreux sur cette révolte populaire aux formes et aux répertoires d'action inédits, ont surtout porté sur la France, cet ouvrage offre une perspective différente en proposant des contrepoints belges à la situation française, afin de croiser des questionnements et de livrer des connaissances complémentaires à celles déjà produites par d'autres chercheurs.

La deuxième originalité de ce livre, née justement de la comparaison, même ponctuelle, entre les situations belge et française, consiste à interroger les rapports qui se sont noués entre les syndicats et les collectifs de Gilets jaunes. Au fur et à mesure de leur déploiement et de leur inscription dans la durée, ces derniers ont en effet beaucoup parlé, de façon directe ou indirecte, du monde du travail et de leurs expériences au sein de celui-ci. Ils ont parfois fortement critiqué les syndicats, l'inefficacité de leurs actions ou leur éloignement des travailleurs[1] les plus précaires. Ces critiques ont circulé au sein des organisations syndicales, alimentant en retour des prises de position et de façon plus limitée des engagements de militants à l'échelle locale, le plus souvent à titre individuel. Alors que cela a été encore peu fait, un des partis pris de cet ouvrage consiste à explorer en Belgique comme en France la construction de ces rapports entre GJ et syndicalistes.

1. Pour une question de lisibilité, nous faisons le choix de ne pas utiliser l'écriture non discriminante dans cet ouvrage. Nous insistons toutefois sur le fait que lorsque nous évoquons les participants et participantes aux actions des Gilets jaunes, le lecteur (ou la lectrice) doit garder présent à l'esprit qu'il s'agit toujours d'hommes et de femmes, dans des proportions sensiblement égales.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

Enfin, troisième angle original, nous avons voulu mettre au centre de notre réflexion les tensions entre aspirations démocratiques et dynamiques de répression, l'émergence d'espaces de discussion et de prises de parole s'étant heurtée très vite à une forte réaction des pouvoirs publics. Un certain nombre de contributions portent ainsi, en explorant plutôt le cas français, sur les discours produits au sein des GJ, sur les revendications qui ont été énoncées. Alors même que cette parole collective se déployait dans différents lieux, les dynamiques de répression engagées contre les GJ – qu'il s'agisse de la répression policière des manifestations ou de l'ampleur inédite des sanctions judiciaires – ont entraîné d'autres formes de politisation que nous avons voulu explorer.

Ces trois dimensions sont donc au cœur de cet ouvrage, comme nous allons l'exposer de façon plus précise.

UN MOUVEMENT D'ABORD « PARLÉ » PAR D'AUTRES

L'irruption des Gilets jaunes dans l'espace public en Belgique comme en France a suscité beaucoup de commentaires au moment où elle s'est produite. Les participants aux GJ ont d'une certaine façon été « parlés », et le plus souvent de façon dépréciative (Siroux, 2020), par des « experts » sur des chaînes d'information en continu, par des éditorialistes dans les journaux, avant même que l'on entende ce qu'ils avaient à exprimer dans les échanges organisés sur les ronds-points, sur le dos de leurs gilets lors des manifestations ou dans les échanges Facebook. Une telle abondance d'interprétations à chaud d'une lutte sociale, accompagnée d'une production éditoriale importante, ne s'était pas vue en France depuis le mouvement social de l'automne 1995 contre le plan Juppé, portant des revendications exprimées dans la rue qui se répercutaient dans les champs médiatique et intellectuel, y suscitant de forts clivages internes. Les mouvements interprofessionnels qui se sont déroulés par la suite, contre les réformes successives du régime de retraites (2003, 2010, 2019-2020) ou contre la loi Travail (2016)[2] ont certes suscité des prises de position de chercheurs dans les médias – et même quelques analyses sociologiques, mais sans atteindre la même ampleur. Aussi – à l'exception de Nuit debout en 2016[3] (Guionnet & Wieviorka, 2021) – ont-ils irrigué peu de travaux de recherche, que ce soit pour en restituer la trame et la dynamique ou pour les analyser plus en profondeur.

2. Il s'agit de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « loi Travail » ou « loi El Khomri », du nom de la ministre qui l'a portée.
3. Le mouvement « Nuit debout » a pris place en 2016 en France, dans le cadre d'une mobilisation d'ampleur en lien avec la loi Travail. Souhaitant renouveler les modalités d'action au-delà des seules manifestations appelées par les syndicats, des milliers de personnes ont décidé d'occuper des places pour favoriser une convergence des luttes et interroger plus profondément le fonctionnement des institutions politiques et du système économique.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

À l'opposé de ce relatif désintérêt pour des luttes sociales issues de la sphère du travail, le mouvement des GJ a d'emblée été constitué comme un objet de luttes d'interprétations intellectuelles. Il a très vite donné lieu, alors même que sa composition sociale et ses modalités d'action ne cessaient d'évoluer, à des essais d'interprétation (Bourneau, 2019 ; article Confavreux, 2019), avant de nourrir des analyses un peu plus distanciées (Jeanpierre, 2019 ; Le Bart, 2020) et de véritables programmes de recherches individuelles et collectives. On peut parler à ce propos de l'émergence d'« un petit champ scientifique » (Jeanpierre, 2019) avec ses luttes d'interprétation interne, ses effets de positionnement, mais aussi quelques points centraux et communs de discussion (Bendali & Rubert, 2020).

Cependant, et malgré ce fort intérêt, la production intellectuelle française a fait très peu cas de ce qui se passait hors des frontières hexagonales. Le fait qu'un mouvement comparable, avec des revendications et des formes d'action proches, se déroule en même temps en Belgique est passé relativement inaperçu. Du côté belge, un petit nombre de contributions scientifiques a été produit (Dufresne, Gobin & Zune, 2019), mais sans que cela prenne une intensité aussi forte qu'en France, le nombre de spécialistes des mouvements sociaux étant relativement réduit dans un champ académique au périmètre lui-même beaucoup plus restreint.

De la France à la Belgique, il ne s'agit pourtant pas d'un simple effet de propagation, mais bien, à partir de la première pétition postée sur les réseaux sociaux par Priscillia Ludosky le 29 mai 2018[4], d'une même dynamique de mobilisation. Celle-ci s'est d'abord déployée sur les réseaux sociaux au travers de groupes Facebook puis, à partir du 17 novembre, sur le terrain de part et d'autre de la frontière. Sur quelles bases interpréter un mouvement de contestation du prix du carburant et plus largement du « coût de la vie » qui se déploie en parallèle dans deux pays de l'Union européenne[5] ? Comment en rendre compte sans donner prise à des surinterprétations, mais en restituant aussi bien la

4. Pétition intitulée « Pour une baisse des prix des carburants à la pompe » et adressée au ministre français de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, en ligne : www.change.org/p/pour-une-baisse-des-prix-%C3%A0-la-pompe-essence-diesel (sept. 2022).

5. La diffusion du gilet jaune comme symbole de manifestations portant sur la cherté de l'essence et plus généralement du coût de la vie fut assez large durant les mois de novembre et décembre 2018, avec une étendue hors métropole (La Réunion), européenne (Allemagne, Bulgarie, Espagne, Hongrie, Monténégro, Pays-Bas, Serbie) et extra-européenne (Canada, Israël, Irak). Dans certains pays (Allemagne, Canada, etc.), l'extrême droite s'est emparée de façon nettement majoritaire de cette mobilisation, dans un contexte de signature du traité de Marrakech. En Belgique et dans l'île de La Réunion, les mobilisations ont été traversées, comme sur le territoire métropolitain, de discussions sur le fonctionnement des régimes politiques. Nous aurions souhaité intégrer le cas de La Réunion à cet ouvrage, mais les collaborations nouées à cette fin n'ont finalement pas abouti.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

singularité des situations que ce qu'elles ont en commun ? Cet ouvrage entend répondre à ce double défi : il s'est donné le temps de recueillir de solides données empiriques de terrain pour analyser cette séquence originale de contestation sociale dans sa diversité et sa complexité, tout en la mettant en tension par l'étude de son déploiement dans deux contextes politiques à la fois proches et distincts.

DÉCENTRER LE REGARD ET ÉLARGIR LE CADRE D'INTERPRÉTATION

Ce livre n'est pas construit sur la base d'une comparaison terme à terme des formes prises par les mobilisations des Gilets jaunes en Belgique et en France. Cela n'aurait d'ailleurs pas eu nécessairement grand sens, car l'échelle nationale, bien qu'importante, ne suffit pas quand il s'agit de rendre compte de dynamiques de contestation dont l'une des dimensions majeures est de s'être déployée à une échelle locale, notamment dans des espaces ruraux ou des périphéries urbaines en manque d'infrastructures publiques et collectives. Nous aurions quand même souhaité amplifier la comparaison dans les deux parties du livre, mais comme expliqué plus haut, les données produites sur la Belgique sont beaucoup plus restreintes que sur la France, la mobilisation des GJ n'y ayant pas donné lieu au lancement d'enquêtes collectives. Notre ouvrage ne résulte d'ailleurs pas d'un programme de recherche intégré, mais d'une curiosité intellectuelle partagée sur le déploiement dans des pays frontaliers de mobilisations très proches dans leurs caractéristiques sociales et dans leurs revendications. En construisant ce livre, nous avons cherché à compenser le nombre limité de chapitres consacrés aux GJ belges par le déploiement systématique, dans cette introduction et dans les présentations des parties, d'un questionnement comparatif. Ce faisant, nous avons fait un pari éditorial qui pourrait être énoncé ainsi : même si le travail de recherche ne peut pas être équivalent, le simple fait d'analyser le mouvement belge produit un décentrage heuristique qui permet de voir autrement le mouvement français et de repérer des phénomènes sociétaux plus larges. La comparaison déployée est ainsi avant tout thématique (sur la composition sociale des GJ, sur les moyens d'action employés, sur les revendications mises en avant et sur les processus d'identifications politiques à l'œuvre, sur les rapports avec les organisations syndicales) afin de nous forcer à élargir le cadre analytique et d'éviter d'homogénéiser trop vite des ensembles. Des caractéristiques communes se retrouvent dans les populations mobilisées sur les différents territoires. Mais des différences se font jour aussi, dès lors que l'on rend compte plutôt des manifestations dans les grandes villes, des modalités d'occupation de sites et des tentatives d'alliance et / ou de convergence avec d'autres acteurs de la mobilisation.

De plus, malgré leur proximité géographique et culturelle, les systèmes sociopolitiques belge et français se différencient nettement. Ainsi, le taux de syndicalisation est par exemple particulièrement élevé

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

en Belgique (53 %) par rapport à la France (11 %), avec une présence plus marquée de délégués syndicaux dans les entreprises et une forte implication des syndicats belges non seulement dans la construction, mais aussi dans la gestion au quotidien de l'État social (*via* notamment la gestion des allocations de chômage). La pratique de la négociation collective aux différentes échelles de gouvernement y a longtemps été efficace, en particulier pour garantir l'indexation sur l'inflation des salaires et des pensions de retraite. En raison de la sectorisation historique de la société belge autour de trois grands piliers idéologiques et partisans – socialiste, chrétien et libéral –, le maillage associatif y est également beaucoup plus fort qu'en France, avec un rôle très actif en particulier des associations d'aide sociale et d'éducation permanente (Faniel, Gobin & Paternotte, 2020). Ce large tissu associatif, partiellement lié aux partis politiques et dépendant largement des subsides publics, crée des relations complexes qui ne jouent pas en faveur d'une remise en cause du système. Ce maillage serré laisse ainsi peu de place à une contestation « hors système ».

Cependant, en Belgique comme en France, le mouvement des Gilets jaunes a mis en lumière des composantes très paupérisées du monde du travail, des classes populaires et des fractions inférieures des classes moyennes. Dans les deux pays, les difficultés matérielles à « boucler les fins de mois » ont constitué l'un des socles des expériences sociales partagées sur les lieux de blocage ou sur les ronds-points. Le sentiment partagé d'une insécurité économique et sociale permanente et de conditions d'existence dégradées a participé à la formation d'une identification commune. Parmi les participants au mouvement, nombreux sont ceux – nous y reviendrons tout au long du livre – qui ont été relégués aux marges du salariat, devenant autoentrepreneurs ou indépendants, se retrouvant sans emploi ou en situation de handicap, les corps malmenés et d'une certaine façon cassés par le travail. Nombreux sont également ceux pour qui l'usage d'une voiture au quotidien est une nécessité professionnelle et / ou sociale, ce qui entraîne une faiblesse structurelle des revenus, même si on occupe un emploi toute l'année.

Dès lors, étudier en même temps le mouvement des GJ en Belgique et en France oblige à dépasser les spécificités de la construction de l'État social dans les deux pays pour se saisir, au contraire, des similarités dans les processus de réduction et de démantèlement de celui-ci tels qu'ils sont vécus et ressentis par des individus : qu'il s'agisse de la profonde transformation des politiques sociales *via* le paradigme de l'activation des dépenses, de la réduction et de l'affaiblissement des services publics ou de l'évolution des conditions d'emploi et de travail dans les entreprises. Dans cette perspective, la mobilisation des GJ s'inscrit dans une séquence historique bien particulière, celle de structures socio-économiques marquées depuis plus de trois décennies par les effets de politiques néolibérales tant menées au sein de l'Union européenne que portées globalement par les experts des organisations économiques internationales.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

On aurait pu penser *a priori* que le taux élevé de syndicalisation en Belgique et la forte institutionnalisation des organisations syndicales dans l'organisation socio-économique belge auraient eu comme effet d'amortir de façon plus marquée qu'en France la pénétration des logiques du marché capitaliste au sein des politiques sociales telles celles de l'emploi et de la protection sociale. La Belgique a longtemps été mise en avant comme un des pays de tête pour le développement de son modèle social. Ainsi, dans le classement général des pays réalisé chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en fonction d'un indicateur construit sur la notion de « développement humain », la Belgique était située en 2020 à la 14e place, tandis que la France était à la 26e place[6]. Cependant, un regard plus fin sur les statistiques qui permettent de réfléchir spécifiquement aux dynamiques d'appauvrissement au sein de la population montre un autre résultat, exhibant des formes de pauvreté légèrement plus accentuées en Belgique qu'en France. Mais le vécu de cet appauvrissement renvoie nécessairement à des perceptions sociales très subjectives. Ainsi, nombre de GJ belges interviewés pensent que la très forte mobilisation française correspond à une condition sociale plus dégradée en France.

Réfléchir aux mobilisations des Gilets jaunes sur le territoire belge et sur le territoire français oblige ainsi à faire varier les jeux d'échelle dans les observations : il contraint à examiner le contexte de la diffusion de l'appel à manifestation de façon transnationale – l'annonce prochaine d'une augmentation du prix du carburant, dans les deux cas, a permis de constituer un objet de préoccupation disposant d'une même résonance d'un pays à l'autre – et à relever les formes de circulation et d'appropriation de l'identification toute nouvelle que fut celle de se dire en révolte en portant un gilet jaune. Dans le cadre de la diffusion par les réseaux sociaux des appels à protester, les frontières ont moins de portée que n'en possède la langue de diffusion. Elles semblent neutralisées également au regard des effets sur le long terme des politiques sociales et économiques, de la profonde transformation des formes d'emploi et des protections qui y sont associées, tant l'espace ouest-européen semble de ce point de vue unifié. En revanche, et comme cela sera montré dans la première partie de l'ouvrage, le cadre national redevient prégnant pour comprendre la dynamique propre de la mobilisation, les façons de s'adresser au pouvoir politique – celui-ci étant très vite vacant en Belgique – et d'en attendre une réponse.

Il est intéressant, dans cette perspective, de tenter de comprendre pourquoi il a été plus difficile pour les GJ belges de constituer un mouvement massif et durable, celui-ci étant déjà limité par la frontière linguistique[7].

6. Rapport annuel sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : https://report.hdr.undp.org/fr (sept. 2022).
7. Le mouvement belge a été presque uniquement francophone, les francophones belges étant proches de la France sur un plan culturel plus large que le seul partage de la langue. Voir à ce sujet le dossier « France : cette république que nous avons tant aimée » de la revue *Politique*, n° 98-99, 2017.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

État national de constitution relativement récente (1830), fait de fractures et de divisions (politiques, linguistiques, régionales, philosophiques et religieuses), la Belgique se caractérise aussi par un système politique fondé sur le scrutin proportionnel. Les multiples tensions sociopolitiques s'y résolvent plus ou moins à travers des compromis négociés et durables pour un temps. Il faut s'unir, en négociant, pour durer (ou pour obtenir des subsides), ce qui favorise une culture générale de modération sociopolitique. L'union et la légalité, c'est aussi le roi, ce qu'exalte le chant national belge. Ainsi, si le drapeau belge est brandi comme symbole sur des bannières Facebook ou même dans des manifestations, c'est moins par identification à un moment héroïque de la Belgique qu'à défaut d'autre symbole unificateur permettant un rassemblement large, au-delà des assignations idéologiques typiques d'une société de piliers. Et si le « peuple » français[8] a pu être posé comme une entité signifiante dans certains discours des GJ, le peuple belge demeure, y compris dans les représentations populaires, une notion bien plus administrative que politique.

RENDRE COMPTE D'UNE PLURALITÉ DE MOUVEMENTS

Nous l'avons dit d'emblée : il faut se garder d'homogénéiser de façon artificielle « le » mouvement des Gilets jaunes. On le sait, celui-ci s'est avant tout déployé à une échelle locale, avec des particularités d'un site d'occupation à un autre – certains mettant en place, par exemple, des assemblées délibératives quand d'autres n'en voyaient pas la nécessité. D'autre part, sa composition et ses formes d'action n'ont cessé d'évoluer au fil des semaines, en particulier lorsque les sites occupés ont été levés de force par la police et que la répression policière s'est amplifiée, faisant plus d'une dizaine de morts et des milliers de blessés. Il est encore plus problématique d'unifier le mouvement alors même que de profondes différences marquent son déroulement sur les territoires belge et français.

Dans le premier cas, la mobilisation qui s'est déployée en Wallonie et dans la Région bruxelloise a été plus courte dans le temps, et les actions déployées se sont davantage rapprochées du répertoire classique du mouvement ouvrier, avec le blocage de plusieurs sites de dépôts de carburants durant près de trois semaines. Le rôle joué par un ancien délégué syndical du groupe Total a sans doute fortement compté dans cette orientation (Dufresne, Gobin & Zune, 2019). D'autres actions ont consisté à bloquer des nœuds routiers et des entrées de sites commerciaux et / ou industriels. Les participants se sont ainsi souvent réunis sur des parkings de supermarchés ou de grands magasins avant de manifester en fin de journée dans les villes les plus proches. La durée plus

8. Nous ne nous associons pas aux analyses qui mobilisent la notion de populisme et qui drainent, pour certaines d'entre elles, une vision dépréciative et réductrice des capacités populaires à faire de la politique (Badiou *et al.*, 2013).

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

réduite du mouvement belge peut s'expliquer en partie par la vacance du gouvernement fédéral, dès le 9 décembre 2018. De plus, le régime politique belge, avec ses multiples niveaux et lieux de pouvoir (fédéral, communautaire, régional), n'occasionne pas la même personnalisation que la Ve République française et son président omnipotent. Les élections de mai 2019 en Belgique avaient tant une portée européenne que nationale, communautaire que régionale (désignations d'élus pour cinq enceintes parlementaires). Cette vaste dynamique électorale semble avoir cassé aussi celle de la contestation.

À la différence du déroulement des événements belges, le mouvement français des GJ se démarque par l'importance des longues occupations de ronds-points, ces espaces à la fois très communs et très visibles dans les axes de circulation sur l'ensemble du territoire, et par la construction de cabanes sur ces derniers, cabanes qui sont vite devenues des lieux de vie et de solidarité, ainsi que des lieux de discussion (Bonin & Liochon, 2021 ; Clément, 2020). Son caractère insurrectionnel ou émeutier est également plus marqué, avec des « actes » manifestants convoqués en novembre et décembre 2018 sur les Champs-Élysées qui ont donné lieu à des scènes d'affrontement très violentes avec les forces de l'ordre. Mais par-delà ces différences, les mobilisations en Belgique et en France ont présenté des caractéristiques proches et suscité les mêmes questionnements sociologiques.

RECHERCHER DES CONTINUITÉS ET DES DISCONTINUITÉS ?

Peut-on inscrire les mobilisations des Gilets jaunes dans une histoire plus longue des protestations sociales au sein des deux pays ? En quoi bouleversent-elles les schèmes d'interprétation habituellement déployés pour comprendre la conflictualité sociale ? Ces questions se retrouvent dans un certain nombre de publications en France. Certains historiens ont ainsi cherché à inscrire les GJ dans le sillage des révoltes populaires antifiscales, tout en pointant la part d'inédit dans l'événement (Noiriel, 2019 ;Vindt, 2021). Le fait que des indépendants et des « petits patrons » soient présents dans le mouvement, au moins à ses débuts, et que celui-ci soit d'abord orienté contre une taxe sur le carburant a conduit à le rapprocher dans un premier temps des actions menées par les « Bonnets rouges » en Bretagne lors de l'automne 2013 contre une écotaxe prévue sur les transports routiers de marchandises. Cette mobilisation avait été animée en effet par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), par des chefs d'entreprise du secteur de l'agro-alimentaire et par des ouvriers, *via* notamment le syndicat Force ouvrière (FO), de ce même secteur (Delalande, 2014). Mais dans le cas des GJ, le soutien du patronat est vite apparu limité, de même que l'opposition à la taxe sur le carburant a été rapidement dépassée par d'autres revendications centrées sur le « pouvoir d'achat », la « justice fiscale », la « place des citoyens » dans la prise de décision publique (Sebbah *et al.*, 2018 a ;

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

2018 b). Perçue comme à tendance poujadiste par certains observateurs, voire comme infiltrée par l'extrême droite – perceptions longtemps maintenues par exemple du côté des dirigeants des principales confédérations syndicales belges et françaises –, la mobilisation a d'emblée révélé son hétérogénéité sociale mais aussi son potentiel de profonde révolte populaire.

Avec les premières occupations de ronds-points, d'autres rapprochements ont été établis. Et si les GJ prolongeaient d'une autre façon des mouvements comme Occupy[9] (Graeber, 2018), les Indignés[10], voire Nuit debout, ces irruptions de citoyens sur les places publiques pour dénoncer la captation du pouvoir et des richesses par une infime minorité de la population ? Il est vrai qu'un profond rejet des élites politiques dans leur ensemble, comme participant d'un système ayant conduit à l'appauvrissement d'une large partie de la population, a pu être noté comme très présent dans les propos des GJ. S'inscrivant ainsi pour partie dans un cycle de mobilisations qui se caractérise à la fois par l'occupation de l'espace public, par le rejet des politiques d'austérité et de leurs effets, ainsi que par une forte aspiration à plus de démocratie (Ancelovici, Dufour & Nez, 2016 ; Gobin, 2019 a), les GJ en seraient une composante singulière.

Magali Della Sudda et Christine Guionnet (2021) avancent cette thèse en insistant sur le fait que, dans le cas de Nuit debout comme dans celui des Gilets jaunes, on voit de « simples citoyens » se décider à occuper l'espace public de façon pérenne en dehors de toute médiation politique et syndicale. Elles soulignent ainsi plusieurs caractéristiques communes de ces deux luttes, qu'elles inscrivent clairement dans une nouvelle génération de mobilisations, apparues au XXIe siècle. Selon elles, les deux se construisent, par-delà des revendications spécifiques, sur des questions de précarité et d'injustice sociale et les deux donnent lieu à un processus progressif de montée en généralité des revendications à partir de la mise en commun des expériences vécues, voire à travers une sorte de fétichisation des témoignages (Pelletier, 2019). Elles pointent cependant aussi de profondes différences quant à la composition sociale des deux mobilisations : les Nuit debout ont attiré dans plusieurs villes françaises plutôt des fractions d'une population urbaine, jeune, diplômée et subissant un fort déclassement social ; les GJ se sont davantage enracinés dans des composantes d'une population plus rurale et relevant majoritairement des classes populaires.

9. Le mouvement Occupy s'est déployé notamment aux États-Unis en septembre 2011 (Occupy Wall Street, Occupy San Francisco) pour dénoncer les profondes inégalités économiques et sociales présentes dans la société et l'accaparement des richesses au profit d'une fraction très réduite de la population (1 %).

10. Le mouvement des Indignés désigne une protestation sociale très large qui a commencé en Espagne le 15 mai 2011 pour dénoncer à la fois les effets de la crise économique et immobilière, mais aussi les insuffisances du régime démocratique. Des milliers de personnes ont occupé durant plusieurs semaines les places principales des grandes villes espagnoles en exigeant un profond renouveau des pratiques démocratiques.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

Si la comparaison avec les Nuit debout permet de sortir les Gilets jaunes de la lignée de simples frondes antifiscales, force est de constater en effet à quel point les ancrages sociaux sont différents, tout comme les trajectoires familiales et professionnelles. Magali Della Sudda et Christine Guionnet le disent bien au travers d'un fait limité mais fortement significatif : alors que très peu de GJ ont participé par le passé à un mouvement comme Nuit debout, le contraire n'est pas vrai et une petite proportion de « nuideboutistes » a pu investir les GJ dans l'idée justement de faire émerger des continuités (2021).

Du côté de la Belgique, il semble difficile d'établir des liens entre les participants aux Gilets jaunes – plutôt issus des classes populaires précarisées avec une faible expérience de lutte – et d'autres mouvements sociaux récents. Les Indignés belges, avec quelques occupations de places publiques en 2011 à Bruxelles, avaient mobilisé une population de jeunes urbains, le plus souvent étudiants, attirés par l'anarchie (S. A., 2011)[11]. Tandis que le mouvement national citoyen « Tout autre chose / Hart boven Hard », remettant en cause les politiques d'austérité, mobilisait essentiellement des personnes qui militaient déjà par ailleurs, mais séparément : responsables de multiples associations culturelles et sociales, artistes et intellectuels engagés, soit des composantes issues des classes moyennes (petites et moyennes), généralement dotées de diplômes de l'enseignement supérieur (La rédaction, 2014 ; Van Keirsbilck, 2015).

Alors que cette question des continuités et des discontinuités dans l'histoire des luttes sociales irrigue les travaux français sur les GJ, d'autres héritages sont moins interrogés : en quoi le discours des GJ mobilisés se distingue-t-il en effet des représentations entretenues au sein de certaines composantes des classes populaires et des petites classes moyennes, en particulier de celles qui se sentent reléguées tant sur le plan social que spatial ? La proposition incite à comprendre les GJ non seulement au regard de connaissances accumulées sur les luttes sociales et les débats qui traversent la sociologie des mobilisations, mais aussi à inscrire leur analyse dans une sociologie des classes populaires attentive aux transformations de leurs modes de vie et de leur socialisation au travail, en particulier dans les espaces ruraux (Bruneau *et al.*, 2018 ; Coquard, 2019).

LES PRINCIPAUX POINTS DU DÉBAT SCIENTIFIQUE

L'accumulation déjà importante de recherches sur les Gilets jaunes permet de dégager un certain nombre de points de discussion. À partir d'un état des travaux particulièrement complet, Zakaria Bendali et

11. Inspiré par la mobilisation existant en Espagne, le mouvement des Indignés en Belgique n'a cependant pas eu la même ampleur : il s'est traduit par l'occupation de places publiques, notamment à Bruxelles, Liège et Namur, en juin 2011, puis par l'organisation d'une manifestation le 15 octobre 2011 à Bruxelles rassemblant quelques milliers de personnes.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

Aldo Rubert (2020) dégagent ainsi trois questionnements centraux : sur la sociographie des participants (avec les interrogations sur la part des « novices » ou des « profanes »), sur les conditions d'émergence du mouvement et sur les effets de politisation à long terme. D'autres tables rondes entre chercheurs impliqués dans des enquêtes empiriques permettent de repérer des axes complémentaires (Aldrin *et al.*, 2019 ; Fillieule, Hayat & Monchatre, 2020), en particulier sur le rapport au monde du travail.

Nous nous proposons ici de revenir sur la question centrale du profil des participants, des processus de politisation en actes et des lectures qu'il est possible d'en faire, avant d'insister sur les dimensions que nous avons souhaité mettre au centre de cet ouvrage.

Le fait que les appels à protester contre la hausse des carburants lancés et relayés sur les réseaux sociaux sous le signe à la fois très fédérateur et d'abord vide de sens politique du « gilet jaune » ait touché un public de « profanes », c'est-à-dire un public sans réelle expérience de l'action collective, a beaucoup été souligné au début de la mobilisation. Qu'une protestation populaire surgisse ainsi, hors de toute médiation organisationnelle, peut en effet surprendre, d'autant plus que la recherche sur les mouvements sociaux insiste avec force sur la nécessité, en particulier pour les fractions de la population les plus dominées, de disposer de différents types de ressources (logistiques, financières, symboliques...) et de relais militants pour se faire entendre et tenir dans la durée. Ce caractère « spontané » de la mobilisation a d'ailleurs été suspecté par certains acteurs qui ont craint une infiltration ou une manipulation venant de la mouvance d'extrême droite. Or, si la présence de militants d'extrême droite dans certains ronds-points a été avérée, les enquêtes de terrain montrent que celle-ci était en réalité limitée et qu'elle s'est atténuée au fil des mois. Surtout, elle a pu entrer en contradiction avec une parole « gilet jaune » multiple, hétérogène et très hostile à toute récupération tant politique que syndicale. En France, ce sont moins des militants d'extrême droite que des électeurs ayant pu voter occasionnellement ou durablement pour le Front national (FN)[12] qui étaient présents, mélangés à une population d'abstentionnistes et de déçus des partis de gauche. Et du côté belge francophone, cette tentative de cadrage dépréciative n'a pu tenir, tant l'extrême droite y est numériquement faible[13].

La part de ceux qui ont été qualifiés de « novices » dans l'expression d'une protestation publique est apparue comme forte au début de la mobilisation (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019). Il s'agissait de désigner de cette façon des personnes qui n'étaient pas adhérentes à un parti ou à un syndicat et qui n'avaient jamais participé à d'autres mobilisations collectives. Cette caractéristique se retrouve aussi bien en

12. Ancien nom du Rassemblement national (RN).

13. Preuve supplémentaire de cette inexistence politique de l'extrême droite en Belgique francophone (contrairement à la partie néerlandophone), aucun candidat issu d'un parti de cette mouvance n'a été élu lors des élections fédérales et régionales qui ont suivi le mouvement des GJ belges en mai 2019.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

Belgique qu'en France, bien qu'il soit indispensable de noter que les données varient fortement sur le plan géographique, selon les modalités d'action – si l'on s'intéresse aux discussions sur les réseaux sociaux, à ce qui s'est passé sur les ronds-points ou lors des manifestations du samedi (les participants n'étant pas forcément les mêmes) – et surtout sur le plan temporel. Dès décembre 2018 et surtout au début de l'année 2019, la part des participants ayant déjà des expériences militantes s'accroît, avec en particulier une proportion plus importante de personnes ayant eu une expérience syndicale (*ibid.*, p. 883).

Ce surgissement, dans les premiers temps de la mobilisation, d'une population peu habituée à protester et à se faire entendre dans l'espace public s'est traduit par un apprentissage rapide de l'action collective. Il s'agit là encore d'une dimension qui a été amplement commentée, les GJ ayant notamment bousculé, voire fait imploser, les codes établis et routiniers de la manifestation (en refusant de déclarer les parcours en amont auprès des autorités publiques, en envahissant les centres-villes marchands, voire les lieux les plus prestigieux comme à Paris ou en défiant les « zones neutres » interdites de manifestation comme à Bruxelles). Le niveau de répression mis en œuvre par les forces policières face à des manifestants considérés comme incontrôlables a engendré, en particulier lors des samedis de fin novembre et de décembre 2018, des scènes d'affrontements dans les rues d'une intensité assez rare, de constitution de barricades, d'incendies d'immeubles, etc. Mais l'apprentissage de l'action collective ne s'est pas limité au fait d'endosser ces pratiques émeutières : une partie des GJ s'est approprié l'espace public singulier que constituent les ronds-points, a puisé dans des savoir-faire professionnels pour construire des cabanes, a négocié avec les forces de l'ordre leur maintien puis leur retrait de ces lieux, a rusé avec les huissiers afin d'éviter l'application d'astreintes. Ils ont également dû apprendre très rapidement à gérer les conséquences de la répression policière, avec la nécessité de dénombrer les morts et les blessés, de suivre les gardes à vue, les comparutions immédiates, les procès, de s'organiser par rapport à ce déplacement des enjeux vers l'arène judiciaire. Cette dimension répressive a d'ailleurs créé les conditions d'un rapprochement avec des militants associatifs et syndicaux venus en soutien pour fournir de l'aide juridique ou avec des journalistes pour aider à constituer une mémoire et une « preuve » des violences subies (Dufresne, 2019 b). Des formes de solidarité ont ainsi pu se déployer à l'échelle locale comme des modes d'intervention originaux : dépôt de nourriture et de boissons aux divers lieux d'occupation, déploiement des « *street medics* » (jeunes étudiants en médecine ou en soins infirmiers) soignant et protégeant les manifestants blessés (Syllepse, 2019).

Ainsi, le processus de politisation au sein du mouvement va bien au-delà de l'apprentissage du répertoire de l'action collective, des formes d'auto-organisation sur les ronds-points et, après la destruction de ces derniers, de la relation aux autorités publiques. Les enquêtes ethnographiques

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

réalisées sur les ronds-points (Bonin & Liochon, 2021 ; Challier, 2019 ; Clément, 2021) montrent à quel point les discussions politiques – à propos de la répartition des richesses, des injustices fiscales, de l'état des services publics – ont toujours été ancrées dans des moments de convivialité et de partage. Elles sont également indissociables des échanges sur les actions à mener. De façon assez comparable à ce qui a pu être constaté dans les « zones à défendre » (ZAD), où le fait de participer au maintien des cabanes et des plantations comptait bien plus que les assemblées générales (Pruvost, 2017), où le faire l'emportait d'une certaine façon sur le dire, les discussions politiques n'existaient pas pour elles-mêmes chez les GJ. Elles furent rendues possibles par les échanges oraux sur les conditions de vie et de travail des uns et des autres.

Ce processus de construction d'une appartenance de groupe interroge bien sûr l'assise sociale du mouvement. L'hétérogénéité des statuts et des situations sociales, variables selon les lieux (la proximité d'un site industriel, d'un site commercial, d'une zone pavillonnaire, etc.), suggère qu'une analyse par le prisme des classes sociales doit être menée avec prudence. Le mouvement a été animé par des salariés dont une grande partie occupe des emplois dans l'économie de service (employés de restauration, conducteurs de poids lourds, etc.) ou au sein de secteurs sociaux soumis à de fortes pressions financières (aides à domicile, aides-soignants, éducateurs, infirmiers...), actifs ou retraités, en emploi, en invalidité, au chômage, mais aussi des autoentrepreneurs et des indépendants (jardiniers, artisans, etc.). Il a donné à voir les classes populaires dans leur diversité contemporaine, à composante majoritaire d'employés et d'ouvriers. Des fractions des petites classes moyennes ont également été impliquées (Fourquet & Manternach, 2018).

Selon Olivier Fillieule, l'unité des Gilets jaunes résulte moins de l'appartenance à une classe que du partage large d'une communauté d'expériences : celle liée à la faiblesse des revenus, à la dégradation des conditions tant d'accès que d'exercice de l'emploi, à la forte pénibilité d'un travail, en outre avec peu ou pas de perspectives d'avenir (Fillieule, Hayat & Monchatre, 2020). La proximité de ces expériences mais aussi des styles de vie (avec la centralité des déplacements quotidiens) a nourri des formes d'identification qui se sont construites sur la valorisation d'un entre-soi. Cependant, comme le souligne Samuel Hayat, celles-ci n'ont que peu puisé dans le registre discursif et symbolique d'un mouvement de travailleurs ou plus largement du mouvement ouvrier. Il insiste pour sa part sur la volonté au sein des GJ de faire peuple, de célébrer l'unité du peuple contre les puissants (d'où la mise en valeur du drapeau national) et de préserver celle-ci en rejetant ou en marginalisant les facteurs de division, les préférences partisanes notamment (*ibid.*). Mais on l'a vu avec l'exemple belge, cette analyse est avant tout centrée sur le cas français.

Quelques revendications centrales, comme celle du référendum d'initiative citoyenne (RIC) qui a circulé au bout de quelques semaines, ont

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

permis de cristalliser en positif le ressenti d'une dépossession démocratique en même temps qu'une solution concrète pour y remédier. Le RIC a particulièrement fonctionné tant en Belgique qu'en France comme élément unificateur et qualificateur du mouvement en tant que « mouvement citoyen ». Parmi les propositions recueillies lors du Vrai Débat (VD), mais aussi au sein des groupes de travail organisés en particulier dans les villes durant la deuxième phase du mouvement, au début de l'année 2019, de nombreuses revendications ont en outre été émises sur la revalorisation des salaires et des pensions ou sur la défense des services publics.

Les travaux menés sur les GJ conduisent ainsi à interroger à nouveaux frais les divisions internes au sein des mondes populaires, sinon des classes populaires, les logiques de fractionnement en leur sein (Siblot *et al.*, 2015 ; Béroud *et al.*, 2016) et leur éventuel dépassement dans le cours de l'événement. Dans leur ethnographie d'un rond-point en Bourgogne, Loïc Bonin et Pauline Liochon (2021) soulignent combien l'organisation des cabanes est traversée par des rapports sociaux de classe et de genre – avec une forte division sexuée du travail militant qui se met en place – et combien des oppositions internes au monde populaire, entre locataires et propriétaires de leur logement, demeurent prépondérantes, opposant certains ronds-points entre eux. Quentin Ravelli (2020 a) a également montré, en analysant pour sa part l'économie des ronds-points, comment des différenciations s'instituaient entre eux selon les propriétés sociales des participants et leurs sensibilités politiques. La mobilisation a-t-elle favorisé la production d'un sentiment d'identification commune face aux puissants, aux élites, en affaiblissant en retour les oppositions internes aux classes populaires (Schwartz, 2011) et en particulier le rejet des composantes les plus précarisées et le plus souvent « racisées », perçues comme dépendantes des aides sociales ? Si souvent le discours s'est voulu le plus large possible autour de l'étendard du citoyen (et « pour l'honneur des travailleurs »), force cependant est de constater que la mobilisation, tant française que belge, n'a que peu touché les populations de vieilles ou de récentes immigrations vivant dans les quartiers périphériques des grandes villes et subissant au quotidien des expériences de discrimination.

Mais au-delà des alliances entre diverses fractions des classes populaires et des petites classes moyennes, qui n'ont pas forcément été pensées en tant que telles dans les mobilisations, c'est la capacité de certains groupes de GJ – par le symbole de la citoyenneté et de son droit à « tout aborder » – à se projeter comme un moment d'unification des revendications qui a frappé bien des observateurs, à commencer par des militants syndicaux et politiques. Une partie des GJ a ainsi pris position pour un monde de justice politique, sociale, fiscale, économique, environnementale, comme l'ont mis en avant tant les questions abordées dans le Vrai Débat en France que les slogans variés repris à souhait sur les gilets jaunes belges et français.

De plus, si les GJ ne se pensent pas comme un mouvement de travailleurs, le rapport au monde du travail y est quand même très structurant.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

Et c'est en ce sens qu'il a profondément bousculé, en Belgique comme en France, les syndicats, dimension sur laquelle nous avons souhaité insister dans cet ouvrage. Ce sont en effet certaines fractions du monde du travail qui se sont mises en mouvement : celle des employés dans de petites entreprises où les syndicats ne sont pas implantés et où la relation à l'employeur se joue sur un registre avant tout personnel ; celle des ouvriers dans des sites de production relégués en zone rurale où il n'y a pas non plus de syndicat ; celle des personnes encore maintenues aux marges du salariat, sous le statut notamment de l'autoentreprenariat ou de l'intérim. En Belgique s'y sont joints aussi des travailleurs syndiqués, étant donné une présence syndicale plus marquée dans les entreprises, et quelques délégués ou anciens délégués syndicaux semblent avoir joué un rôle plus important au début du mouvement dans la transmission des modes d'organisation de la mobilisation.

Dans les deux pays, cependant, un des enjeux analytiques consiste à comprendre comment les GJ ont parlé de l'état du monde du travail, tout en exprimant de façon forte un rejet des organisations syndicales (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019, p. 883). Pour cette raison, trois chapitres de cet ouvrage sont consacrés tant aux logiques de perception de la mobilisation qui ont été diffusées par les directions des confédérations syndicales qu'aux logiques de rapprochement mises en œuvre à l'échelle locale dans les deux pays.

CHOIX MÉTHODOLOGIQUES ET STRUCTURATION DE L'OUVRAGE

Les treize contributions rassemblées dans cet ouvrage ont pour point commun de reposer sur des données empiriques. Celles-ci ont cependant été collectées de différentes manières. Certains des contributeurs ont été « embarqués » dès l'automne 2018 dans la dynamique des Gilets jaunes, d'autres ont travaillé quelques mois plus tard – il est difficile de dire « *ex post* » tant les références aux GJ ne se sont pas complètement éteintes – sur différentes dimensions des mobilisations ; d'autres encore parmi nous ont pu prolonger leurs terrains et revoir leurs enquêtés des mois plus tard alors que l'écriture de ce livre se prolongeait. Pour certains, il n'était pas question au départ d'étudier d'un point de vue de chercheurs en sciences sociales les participants aux GJ : ils les ont accompagnés, par solidarité, dans leurs actions, mettant parfois à leur service leurs savoir-faire de chercheurs, que ce soit pour la publication d'entretiens sur des sites d'information ou pour l'exploitation des données du Vrai Débat. C'est donc plutôt un rapport d'empathie aux GJ qui caractérise l'ensemble des auteurs du livre, qui ont par ailleurs tenté de faire de ce rapport un point d'appui pour une compréhension plus fine des contradictions et des enjeux présents dans les différents moments et lieux des mobilisations.

Rédigés principalement par une anthropologue, des sociologues et des politistes, les différents chapitres de l'ouvrage proposent des entrées variées sur les réalités multiples des GJ, par-delà les différences entre les

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

deux pays. Nous avons voulu rendre compte de la diversité et de la complexité des mobilisations dans les deux pays tout en explorant le *continuum* qui va des conditions et des logiques d'engagement dans différents types d'événements protestataires jusqu'aux formes prises par la répression policière et judiciaire, ainsi que leurs effets. Certains d'entre nous ont ainsi davantage étudié les participants aux manifestations, d'autres aux ronds-points et aux points de blocage devant les raffineries, quand d'autres ont travaillé sur des corpus constitués des slogans inscrits sur les dos des GJ, sur les revendications rassemblées lors du Grand Débat national (GDN) et du VD ou encore sur les comparutions immédiates. Le fait de couvrir un ensemble aussi large de dimensions, à partir de cadres théoriques diversifiés, constitue à notre sens un autre apport de cet ouvrage. Sur le plan plus précis des méthodes, celles-ci vont de la réalisation d'entretiens individuels semi-directifs à des entretiens de groupe (avec la constitution de groupes de discussion), en passant par l'observation participante et non participante. Ajoutons que l'analyse de ces données de terrain a été enrichie par la confrontation des regards lors d'un séminaire de mise en commun de nos résultats[14], lequel a permis de construire la trame générale du livre.

Après un texte qui propose sur un mode intimiste des portraits de Gilets jaunes de Brest, l'ouvrage se structure en deux grandes parties qui font chacune l'objet d'une présentation analytique détaillée. La première partie porte sur la façon dont l'irruption des mobilisations de GJ dans l'espace public bouscule les catégories d'analyse sur les formes de mobilisation. Nous avons souhaité revenir sur ce que nous apprend le repérage des propriétés sociales de ceux qui ont participé d'une façon ou d'une autre aux GJ en Belgique et en France, et sur ce que cela nous dit des effets sur le long terme du durcissement des politiques sociales et des transformations du monde du travail. Nous avons ensuite souhaité développer un angle encore peu exploré en analysant la façon dont les GJ ont été perçus au sein des syndicats et sur les éléments qui ont nourri à la fois les tensions mais aussi les rapprochements.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'exploration des dynamiques contradictoires de politisation. Plusieurs contributeurs explorent ainsi de façon minutieuse et dans leur diversité le contenu des revendications portées par les GJ telles qu'elles ont pu être formulées dans différents espaces (la rue, les assemblées du Vrai Débat, etc.). Cette aspiration à faire de la politique autrement a cependant été fortement contrariée par l'ampleur et le niveau de répression policière et judiciaire auxquels les GJ se sont heurtés dès l'automne 2018. Nous avons également souhaité interroger les formes prises par celle-ci et leurs effets à l'échelle individuelle et collective.

14. Nous remercions le Fonds de la recherche scientifique (FNRS) et le laboratoire Triangle pour leur soutien financier, qui nous a notamment permis d'organiser un séminaire à mi-parcours de la rédaction de cet ouvrage.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.

La conclusion de l'ouvrage revient sur les pistes laissées ouvertes et en particulier sur l'un des enjeux que nous avons souhaité placer au centre de cet ouvrage : interroger en profondeur les effets de la transformation des rapports au travail en tant que rapports de précarisation, de déqualification et d'appauvrissement qui bouleversent le quotidien de l'existence de larges fractions des classes populaires et des petites classes moyennes. Il s'agit aussi d'analyser les implications de ces transformations sur leur rapport aux partis politiques, mais également aux organisations syndicales, ainsi que sur leur capacité à inventer dans la pratique protestataire d'autres formes d'intervention politique.

Sur le terrain avec les Gilets jaunes © Presses universitaires de Lyon, 2022.